



Pontoise 14-18

La Guerre

au quotidien

Née à la suite des antagonismes européens du début du XX^{ème} siècle, la “Grande Guerre” éclate à la suite de l'assassinat de l'Archiduc d'Autriche François-Ferdinand le 28 juin 1914 à Sarajevo. Par le jeu des alliances, l'Allemagne, la Turquie, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie d'une part, la Russie, la France, l'Angleterre, la Belgique et la Serbie d'autre part, entrent dans le conflit qui embrase tout d'abord l'Europe puis le Monde. Théâtre des plus violentes batailles, la Première Guerre Mondiale est le début d'une nouvelle ère où tout est mis au service du conflit : l'économie, les civils, la technologie... Le 11 novembre 1918 c'est l'heure du bilan... lourd de 10 millions de morts dans le monde. Pendant quatre ans, l'effort de guerre s'organise à l'arrière.

C'est cette guerre au quotidien que nous vous proposons de découvrir dans ce livret, rédigé à partir des documents ou objets conservés aux Archives municipales, au Musée de la Grande Guerre de Meaux ou provenant de particuliers : témoignages, événements, vie quotidienne.



I - L'année 1914, l'entrée en guerre

La mobilisation générale

Le 2 août 1914, c'est la mobilisation générale. En France, 4 millions d'hommes sont appelés sous les drapeaux, soit 10% de la population totale (la France compte alors 40 millions d'habitants).

Les autorités, qui ont pu craindre beaucoup de désertions, sont finalement “rassurées”.

Sur le canton de Pontoise, seuls 3 personnes sont déclarées “insoumises*”.

Le 20 août 1914, tombe le premier Pontoisien tué à l'ennemi : Lucien Dieutegard. Il en mourra plus de 300 au cours des quatre ans et demie de guerre.



Ordre de mobilisation générale.
Affiche de 1914.
Archives Municipales.

Plaque du soldat Langlais
enterré au cimetière
de Pontoise en 1918.
Cliché S. Bureau.



La première bataille et l'évacuation de la population



"Uhlans contre chasseur"
Revue "La Guerre documentée" 1914-1915.
Bibliothèque Municipale de Pontoise.

En application du plan Schlieffen, l'Allemagne lance une offensive d'envergure au nord de la France, qui prévoit un encerclement de Paris par l'est vers Pontoise. Le 28 août 1914 l'arrondissement de Pontoise entre dans la zone des armées, alors qu'on signale des Uhlans* à Vallangoujard.

Face au replis des 61^{ème} et 62^{ème} régiments d'infanterie sur Pontoise le 31 août, le maire de Pontoise, Ernest Mallet, avertit par voie d'affiche la population qu'elle "pourrait être invitée à évacuer la ville et qu'il convenait d'envisager avec calme et confiance cette éventualité".

Cette initiative, jugée défaitiste par les autorités militaires, lui vaut un blâme infligé par le préfet. Mallet démissionne, puis reprend son mandat à la suite d'interventions d'élus et de notables locaux. Il restera maire jusqu'au 6 juillet 1918. Mais l'avance allemande provoque la panique de la population. Certains habitants quittent la ville, comme en témoigne en 1985, un pontoisien, Marcel Kirchhoffer "Au début de la guerre, devant l'avance allemande, la plupart des habitants de Pontoise avaient été évacués. Avec ma mère nous faisons partie d'un convoi par chemin de fer en direction de Cherbourg".

Les mémoires du Maréchal Galliéni, présent à Pontoise début septembre, font état du même état d'esprit. Les habitants se sauvent et l'administration est entièrement désorganisée. Certains des enfants de la ville sont évacués dans la colonie de Saint-Laurent sur Sèvre en Vendée où ils y resteront pendant tout le conflit.

Face à l'approche de l'ennemi et pour protéger cet axe de communication essentiel vers Paris, la ville s'organise : des tranchées et fossés sont construits principalement route de Gisors.

Les militaires songent même à faire sauter le pont routier, mais ils y renoncent.

L'invasion est stoppée net par la contre-offensive de la Marne du 6 au 12 septembre. Les taxis de la Marne, qui transportaient les troupes, sont passés par la rue de l'Hermitage sous le regard bienveillant des habitants. Après la course à la mer, le front se stabilise et les soldats s'enterrent dans les premières tranchées. Ils y passeront quatre hivers.

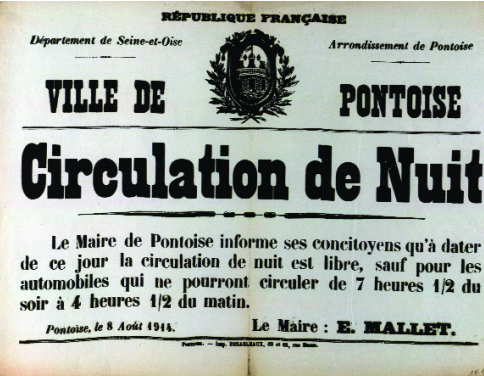
Les habitants qui ont quitté la ville lors de l'approche allemande commencent à rentrer en ville en octobre 1914.



Casque allemand, modèle 1895 utilisé jusqu'en 1916.
Musée de Pontoise. Cliché S. Bureau.

* Uhlans :
lancier dans les pays d'Europe Centrale.

* Insoumis :
soldat qui, ayant reçu une feuille de route, n'est pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre.



Affiche règlement 1914
sur la circulation de nuit.
Archives Municipales.

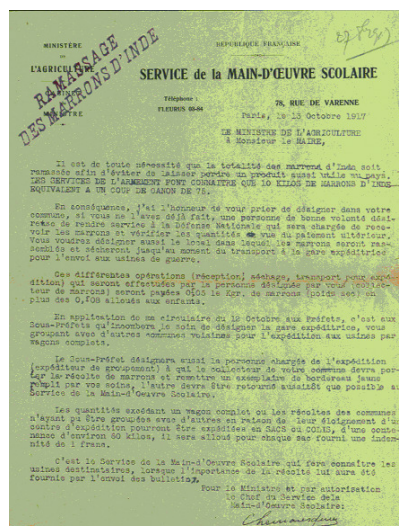
2 - La vie à l'arrière

Pendant que le front combat pour le pays, l'arrière combat pour le front.

La réquisition des biens

Face à une guerre qui va durer, les stocks s'épuisent. Mais dès l'entrée en guerre, on réquisitionne ce qui est nécessaire pour le front : chevaux, voitures, blé, bois, les métaux, les chiens susceptibles d'être utilisés pour la Défense nationale.

Plus étonnant l'obligation du ramassage des marrons d'Inde et des châtaignes, utilisés pour fabriquer dans les distilleries contrôlées par les Services des Poudres et de l'Aéronautique, de l'alcool et de l'acétone, ce qui permet d'économiser quantités abondantes de riz et de maïs nécessaires à l'alimentation humaine.



Réglementation de 1917 pour le ramassage
des marrons d'Inde. Archives Municipales.



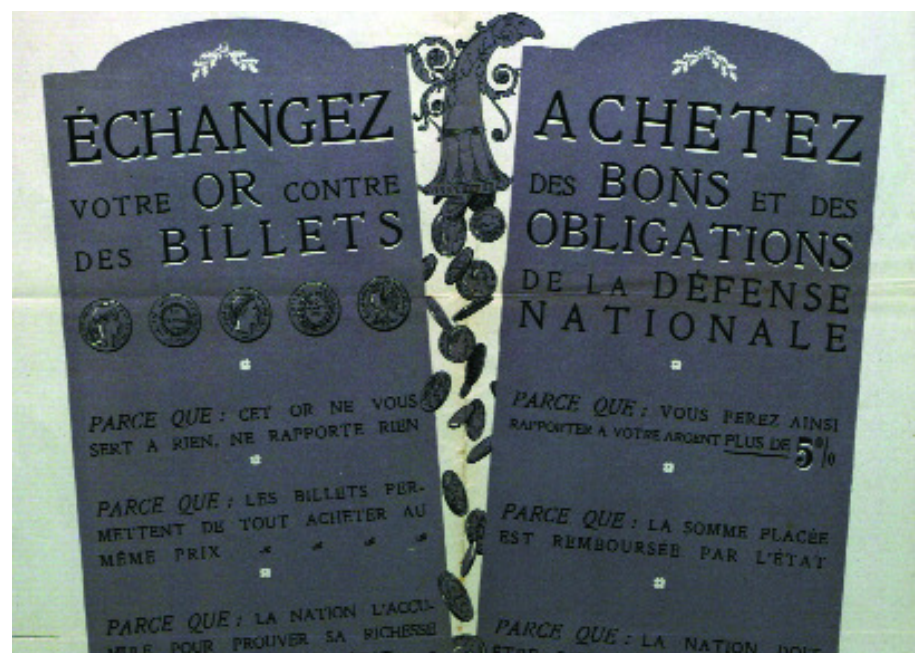
Tickets de pain : carte délivrée aux soldats.
1916. Archives Municipales.

La réquisition de la main d'oeuvre

L'économie de guerre doit faire face à des problèmes de main d'oeuvre : femmes, jeunes, personnes âgées, travailleurs étrangers et coloniaux assurent la production.

“La France tricote” écrit Gustave Fautras dans L'Echo Pontoisien du 10 décembre 1914.

A Pontoise comme ailleurs, les femmes et les enfants des écoles publiques confectionnent des tricots pour les soldats qui les reçoivent par colis.

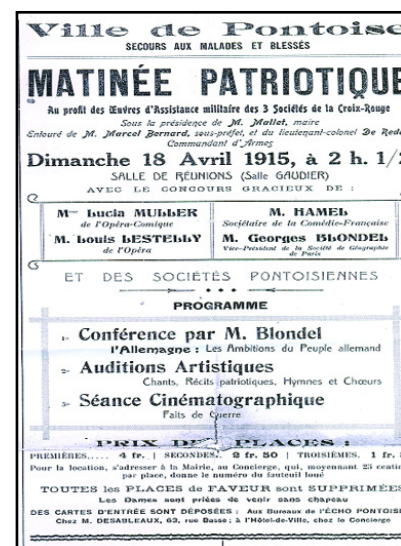


Affiche de 1915 “Bons du trésor” pour hâter la fin
de la guerre. Archives Municipales.



A gauche : la salle des fêtes de Pontoise, où ont lieu les séances de cinéma. Carte postale de 1915. Collection D. Morel.

En bas : concert patriotique en 1915. Journal "L'Echo Pontoisien". Archives municipales de Pontoise.



Les difficultés d'approvisionnement

La vie à l'arrière pendant la Grande Guerre se caractérise également par des difficultés d'approvisionnement des civils au quotidien.

Les gouvernements mettent en place un rationnement des denrées pour limiter la consommation générale.

Les produits de première nécessité (pain, viande, beurre, sucre, savon, charbon, bois) se font plus rares et les prix augmentent.

Les civils patientent dans de longues files d'attente pour obtenir des rations modestes sur présentation de tickets.

Le 5 juin 1916, la ville de Pontoise propose la création de petits jardins destinés à l'alimentation des familles modestes et à celles des soldats.

L'effort financier

Pour faire face, aux énormes dépenses de guerre, l'Etat :

- augmente les impôts,
- recours à l'emprunt,
- organise des journées de collecte patriotique,
- les affiches de propagande encouragent les épargnants à verser leur argent par des slogans "L'or combat pour la victoire", ou "Je donne ma vie versez votre or".

Les fêtes et les divertissements

Interdits en 1914, les divertissements reprennent l'année suivante : séances de cinéma à la salle des fêtes, concerts de Madame Lucia Muller, de l'Opéra comique, ponctuées par la Marseillaise à l'Hôpital militaire 181 du collège. Réservés aux civils au départ, les militaires y auront rapidement accès.

Les attaques aériennes

L'aviation joue un rôle de plus en plus important dans le déroulement du conflit. Au départ affectée à la reconnaissance, elle se spécialise dans les combats aériens et les bombardements. Le 11 mars 1918, 56 bombes d'avions tombent sur le plateau Saint-Martin. Pour mieux protéger la population civile, un recensement des abris est effectué le 25 mars 1918 : 7 lieux sont sélectionnés, pouvant accueillir plus de 4 000 personnes, essentiellement des caves et d'anciennes carrières dans le centre ancien.

Les réfugiés

Pontoise accueille jusqu'à 586 réfugiés civils de 1914 à 1920.

Il s'agit principalement de Belges et de Français qui ont fui les zones de combats au nord.

Ceux qui ne trouvent pas de travail perçoivent ou non une allocation en fonction de critères familiaux : célibat, parent isolé (femme seule, nombre d'enfants à charge).

Extrait de l'appel lancé pour l'oeuvre "des légumes frais et fruits divers" aux soldats alliés, fondée par M. Greuet et M. Bernard, sous-préfet de Pontoise. Il vise à la collecte de pommes à envoyer aux soldats en 1919.

Archives municipales de Pontoise.

*Debout ! Femmes de France ! Debout toutes !
Vieillards et Enfants de la noble France debout ! Pour soutenir, aider et encourager nos
braves libérateurs, là-bas, dans les tranchées, face à l'ennemi, occupés nuit et jour, à ces
durs et gigantesques labeurs de l'horrible guerre, préparée et voulue par l'odieux Kaiser,
relent de l'humanité ! DEBOUT !...*

Le Promoteur de l'Œuvre : **TH. GREUET**

3 - Les nouvelles du front

Pendant quatre ans, l'enfer du front, apporte régulièrement son flot de mauvaises nouvelles.

Les familles vivent dans l'inquiétude, dans l'attente du courrier. Les poilus écrivent régulièrement mais rares sont ceux qui témoignent de l'angoisse épouvantable qu'ils ressentent, la mort omniprésente sur le front.

Chaque semaine le journal publie le noms des soldats, tués, blessés ou faits prisonniers.

En 1916 on compte 53 soldats de Pontoise prisonniers de guerre. Pendant quatre ans, douloureusement, Pontoise verra se prolonger, semaine après semaine, la liste de ses morts. Le passage du facteur est vécu comme une angoisse quotidienne et lorsque le maire de Pontoise passe dans les rues en haut de forme, c'est généralement pour aller annoncer à une famille un décès ou une disparition.



En haut : "Boum ! Voilà ! Journal de tranchée - le coin des pouilleux" 1916. Archives Municipales de Pontoise.

A droite : le collège Chabanne transformé en hôpital militaire en 1915 (Hôpital 181). Carte postale, Bibliothèque Municipale.

La censure

Dès le début de la guerre les gouvernements mettent en place la censure, afin de soutenir le moral des civils restés à l'arrière. Les lettres des soldats sont contrôlées, afin d'éviter les récits des combats et de l'atrocité du conflit, ce qui aggraverait la lassitude et le découragement des Français.

La censure est largement répandue : c'est le bourrage de crâne. La censure et la propagande entraînent une incompréhension entre les civils restés à l'arrière et les soldats qui reviennent de permissions. Leurs récits diffèrent de l'image que la presse et les livres de l'époque veulent bien donner du conflit. Le gouvernement Clemenceau abrogera officiellement la censure le 12 octobre 1919, lors de la suspension de l'état de siège.

L'Hôpital et les blessés

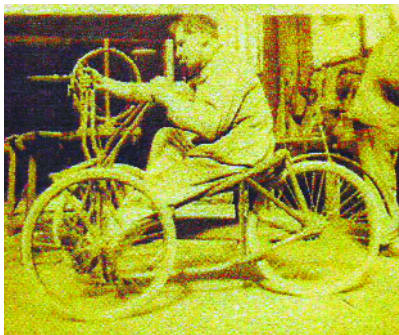
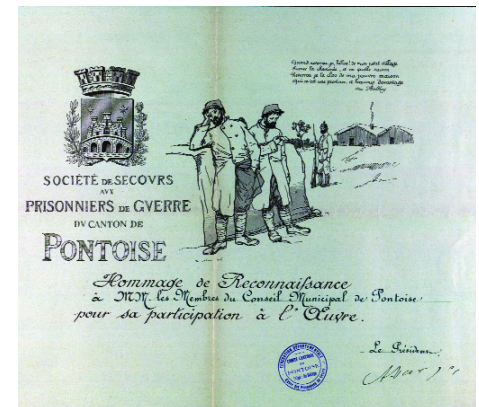
Dès l'ouverture des hostilités, le collège Chabanne est réquisitionné et désigné par l'autorité militaire pour abriter un hôpital. L'Hôpital militaire 181 accueille régulièrement des blessés. D'une capacité d'accueil de 70 lits, il a reçu 948 blessés de 1914 à 1917. Un second hôpital est aménagé dans la Caserne Bossut fin 1916 (inachevée en 1914, elle pourra cependant accueillir les blessés dans des locaux plus convenables).





Prisonniers de guerre français et russes en Allemagne.
1914. Photocarte. Collection M. Baguet.

Société de secours aux prisonniers de guerre.
Diplôme remis à la ville en 1915. Archives Municipales de
Pontoise.



Fabrication de tricycles pour mutilés de guerre.
1920. Photographie. Collection P. Gaillard

En permission. 1917.
Carte postale, Bibliothèque Municipale.

Les permissions

En 1917, après les mutineries de régiments, le Général Pétain tente de mettre fin au mécontentement des soldats en améliorant leur vie quotidienne par le repos, la nourriture et le rythme des permissions. Certains soldats bénéficient du fait de leur métier d'un régime privilégié.

Le 9 décembre 1915, le sous-préfet de Pontoise accorde des permissions valables jusqu'au 3 janvier 1916 aux caissiers de la Caisse d'Epargne pour permettre les dépôts en vue de l'émission de l'Emprunt national.



Quand aux mutilés, "Gueules cassées", ils ont bien du mal à se reconvertir dans la vie active. Seul cas de réinsertion à Pontoise, Monsieur Mourgue, horloger, reçoit en apprentissage un mutilé de guerre en 1915. En 1918, est créé le Comité Départemental des Mutilés et Réformés de Guerre, chargé de faciliter l'admission des personnes dans les écoles de rééducation professionnelle et de leur procurer une situation.



1



2



3



4



5



6

1 : casque français Adrian, modèle de 1915. Musée de Pontoise. Photographie S. Bureau.

2 : cartes à jouer allemandes de 1917. Archives Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants. Photographie S. Bureau.

3 : objets de tranchées, fabriqués par les Poilus (coupe papier et étui à cigarette) 1917. Collection C. Mougenot. Photographie S. Bureau.

4 : billet de 20 Mark. 1918. Archives Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants. Photographie S. Bureau.

5 : baïonnette anglaise, modèle 1907. Collection M. Holé. Photographie S. Bureau.

6 : objets de tranchées, fabriqués par les Poilus (obus sculptés et gravés) 1915-1917. Collection C. Mougenot. Photographie S. Bureau.

La vie des soldats au front : témoignages de Pontoisiens

Témoignage de Monsieur Mennessier,
directeur de l'école du Parc-aux-Charrettes
1915

“Le jeudi 22 avril 1915

*Mon Isabelle chérie et ma
petite Simone adorée
Brohan vient seulement de
nous faire parvenir nos
photos.*

*Je m'empresse de t'en
envoyer une. C'est plutôt
raté.*

*Comme je n'en possède que
3, il ne m'est pas possible
d'en envoyer à Maman et à
Marcelle pour le moment
mais je vais en faire tirer
5 autres et alors je leur*

enverrai chacune une.

*Tu reconnais sans doute
bien Brohan avec son bras-
sard.*

*Le gros imberbe du milieu,
c'est Tainturier mon ancien
Capitaine.*

*Entre les deux c'est le
Capitaine Casoin dont je
t'ai parlé déjà.*

*Connais-tu celui qui se
trouve entre Bohan et
Casoin, avec sa chique ?
Charmont !*

*C'était le bon temps !
Ce temps pourrait peut-être
revenir ? Pourquoi pas ?
Je donnerais encore bien
une suite.*

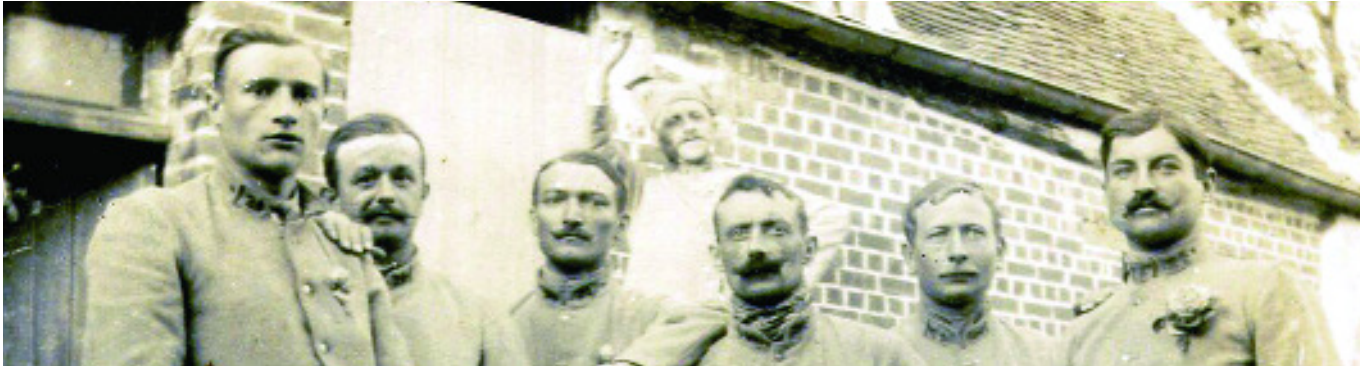
*Mille baisers à te partager
avec notre petite mignonne
adorée”.*

*Ton mari qui t'adore
Henri.*



En haut : photographie de camion de transport de troupes montant au front en 1917. Collection A. Chalvet.

A gauche : Monsieur Menessier et ses camarades en 1915. Photocarte. Collection C. Mougenot.



Entre copains de tranchée. 1917. Photographie. Collection M. Herroy.

Témoignage de Maurice Merdrignac,
engagé volontaire au 71^{ème} régiment de l'infanterie en août 1914.

*"1^{ère} campagne d'hiver
Repos à Perneville jusqu'au
11 novembre.*

*Le 12 partons à Rivière,
aux tranchées. Impossible
de bouger.*

*Les 13, 14, 15, il neige par
charrettes, et de l'eau
jusqu'aux genoux.*

*Le 16, 48 heures de repos à
Rellacourt. Toujours du
mauvais temps, de la boue
dans les tranchées [...]*

*Le 19 avril, une bombe était
tombée dans notre tranchée,
tuant 3 poilus de ma section
et en blessant 6.*

*Un autre de la 5^{ème} est aussi
tué, un peu de sa faute :
il montre trop souvent sa
tête.*

*J'oublies que le 21 le chef
de section Gavilloux est
blessé [...]*

*Le 8 mai, nous allons en
position à St Nicolas.*

Nous sommes en 2^{ème} ligne.

*Le 9, la cannonade
commence à 4 heures du
matin, sur notre gauche,
vers N. Dame de Lorette.*

*Ce n'est qu'un roulement.
Chez nous elle commence à
7h30. Nous avons la tête*

*cassée. Le 75 donne sans
répit jusqu'à 10 heures.
Les tranchées boches ne
sont plus qu'un amas de
terre. La cannonade cesse.
Le 48^{ème} monte à l'assaut
avec le 47^{ème}, mais les
mitrailleuses boches ne sont
pas démolies ; c'est le mal-
heur car elles fauchent les
nôtres...*

*Affreux spectacle, la plaine
de Chantecler est garnie des
nôtres ; plusieurs de nos
blessés réussissent quand
même à revenir.*

Nous couchons tous entas-

*sés dans les boyaux. La nuit
est à peu près calme.*

*Le 10, nous sommes
bombardés terriblement,
le 11 c'est la même chose.*

[...]

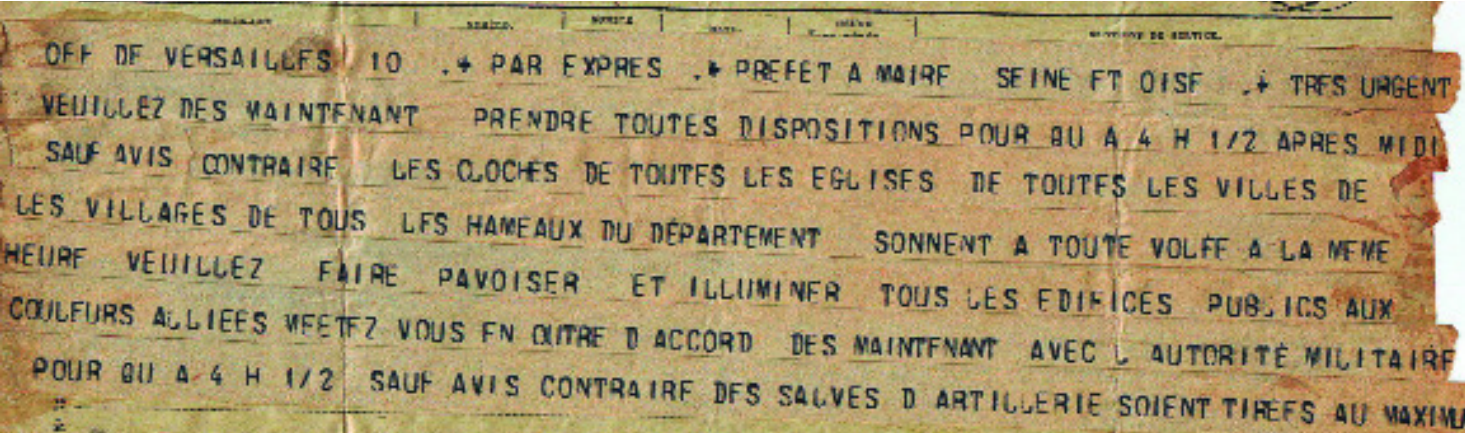
*Le 21 nous sommes relevés,
et nous allons au repos à
Duisans (6 jours).*

*Le 26, nous retournons aux
tranchées ;
le 27 toujours bombardés."*

A gauche : pose photo dans la tranchée. 1917. Collection M. Herroy.

A droite : au repos, la pose "pinard". 1917. Photographie. Collection M. Herroy.





Télégramme préfectoral adressé aux autorités municipales pour fêter l'armistice le 11 novembre 1918. Archives Municipales de Pontoise.

4 - L'armistice et l'après-guerre

Avec la signature de l'armistice le 11 novembre 1918 à Rethondes, les belligérants mettent fin à une guerre qui aura laissé plus de dix millions de morts et six millions d'invalides ou de mutilés. Le cessez-le-feu est effectif à onze heures. Un télégramme de la Préfecture de Versailles demande une sonnerie de cloches des églises à 16h30, une salve d'artillerie et le pavoisement des maisons.

Les commémorations

Pendant la guerre le conseil municipal, par différents gestes rend hommage aux combattants.

Dès le 30 mai 1915, Monsieur Pâris, conseiller municipal, demande au conseil à ce que les noms des militaires de Pontoise tués au combat soient inscrits sur un tableau d'honneur dans le vestibule de l'Hôtel de Ville ;

la proposition sera effective en 1916.

Les noms des rues changent avec le cours de la guerre : en 1915, on attribue le nom du Général Schmitz au chemin de Cergy, et l'Avenue du Général Gabriel Delarue au chemin Saint-Martin, en hommage au Général né à Pontoise le 12 août 1852 et tué le 20 mars 1915.

Le Général Gabriel Delarue (1852 - 1915).
Carte postale. Archives Municipales de Pontoise.



Inauguration du monument aux morts : l'appel aux morts et l'hommage des officiels au cimetière.
Journal "L'Echo Pontoisien" du 26 novembre 1922.
Archives Municipales de Pontoise.

Le devoir de Mémoire :

mise en place du monument aux morts

Le 4 décembre 1920, le conseil municipal vote concession perpétuelle et gratuite d'un terrain pour les militaires morts pour la France dont les corps seront transférés à Pontoise.

Une délibération du conseil municipal du 10 avril 1922 impose l'érection d'un monument aux morts dans

le Cimetière communal, qui sera inauguré le 26 novembre suivant, en présence de MM Maurice Colrat et Charles Reibel, ministres de la Justice et des Régions libérées, des membres du conseil municipal, du préfet Bonnefoy Sibour, du sous-préfet Catusse et du député Cornudet.

Une cérémonie religieuse a lieu le même jour en l'église Saint-Maclou.

Il est lu la liste des 313 morts de Pontoise inscrits sur le monument, soit 16% des hommes de 18 à 60 ans à l'époque.





INAUGURATION DU MONUMENT

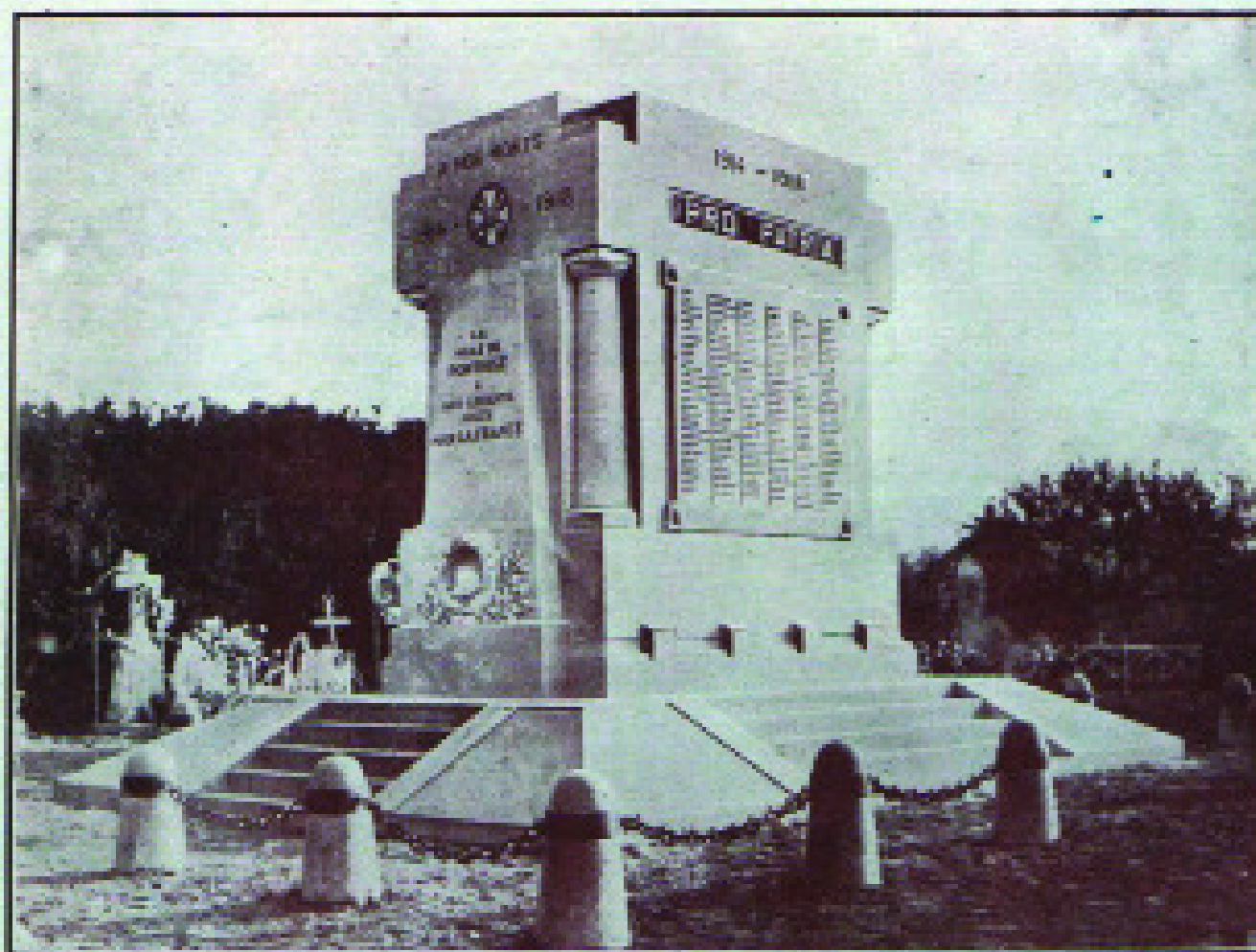
AUX ENFANTS DE PONTOISE MORTS POUR LA FRANCE

26 NOVEMBRE 1922

Présidence de :

M. Maurice CHÉLAT, Ministre de la Justice

M. Ch. REIBEL, Ministre des Régions Libérées



Photographie du monument aux morts au cimetière.
Journal "L'Echo Pontoisien" du 26 novembre 1922.
Archives Municipales de Pontoise.



“Certaines nuits, quand le vent venait de l'est, on entendait la canonnade du Front, surtout au printemps de 1918 [...] Je me souviens aussi des convois interminables des camionnettes américaines traversant Pontoise en provenance de Rouen et de Dieppe. Les soldats jetaient des paquets de cigarettes et des biscuits.”

MARCEL KIRCHHOFFER / Pontoise pendant la guerre / Mémoires de la Société Historique et Archéologique de Pontoise, du Val d'Oise et du Vexin, Tome LXXIII / 1985-1986

Laissez-vous conter Pontoise, Ville d'art et d'histoire... ... en compagnie d'un guide conférencier agréé par le ministère de la Culture et de la Communication

Le guide vous accueille. Il connaît toutes les facettes de Pontoise et vous donne des clefs de lecture pour comprendre l'échelle d'une place, le développement de la ville au fil de ses quartiers. Le guide est à votre écoute. N'hésitez pas à lui poser vos questions.

Pontoise appartient au réseau national des “Villes et Pays d'art et d'histoire” depuis mars 2006.

Le ministère de la Culture et de la Communication, direction de l'Architecture et du Patrimoine, attribue le label “Ville d'art et d'histoire” aux collectivités locales qui animent leur patrimoine. Des vestiges antiques à l'architecture du XX^{ème} siècle, les villes et pays appartenant au réseau s'attachent à mettre en scène le patrimoine dans sa diversité. Aujourd'hui, un réseau de 130 villes et pays offre son savoir-faire sur toute la France.

Le Service Tourisme et Patrimoine

qui coordonne les initiatives de Pontoise, Ville d'art et d'histoire, a conçu ce livret. Il se tient à votre disposition pour tout projet.

A proximité,

Meaux, Boulogne-Billancourt, Noisiel, Rambouillet, Etampes, Saint-Quentin en Yvelines et Chantilly bénéficient de l'appellation Villes et Pays d'art et d'histoire.

Renseignements :

Hôtel de Ville

2, rue Victor Hugo - 95 300 Pontoise
www.ville-pontoise.fr

Service Patrimoine et Tourisme

Tél : 01 34 43 35 21

Service Archives et Documentation

Tél : 01 34 43 34 94